

---

## Les immigrants français en Acadie et dans le Golfe du Saint-Laurent, 1870-1914

*French immigrants in Acadie and the Gulf of the Saint Lawrence regions  
(1870-1914)*

Martin Pâquet

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2692>

DOI : 10.4000/eccs.2692

ISSN : 2429-4667

### Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

### Référence électronique

Martin Pâquet, « Les immigrants français en Acadie et dans le Golfe du Saint-Laurent, 1870-1914 », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 86-2 | 2019, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2692> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.2692>

---

AFEC

## Les immigrants français en Acadie et dans le Golfe du Saint-Laurent, 1870-1914<sup>1</sup>.

Martin PÂQUET  
Département d'histoire et CEFAN  
Université Laval, Québec

Petits en nombre, les effectifs des immigrants français dans l'Acadie des Maritimes et la région du Golfe du Saint-Laurent sont révélateurs des conditions socioéconomiques de ces aires d'arrivée au moment de la Grande Migration transatlantique. Ils témoignent de l'antériorité des établissements français dans ces régions et du caractère passager de leur séjour. Ils traduisent aussi les variations temporelles de cette période, où les projets migratoires fondés sur l'exploitation des ressources naturelles font place à une réorientation des objectifs et des stratégies de la présence française, puis au développement d'un type de migration fondé sur des motifs politiques.

The small number of French immigrants that settled in the Acadie region and in the Gulf of the Saint Lawrence area only points to the limited socio-economic perspective the two regions offered to new settlers at the time of the Great transatlantic migration. Upon examining population censuses, it is clear that earlier French settlements pre-existed the Great migration, though many immigrants had only been quite transient. Figures also reveal some cyclical migration connected to the exploitation of natural resources when a workforce was hired. Gradually it seems that many French immigrants were also invited to settle in the Acadie region out of political reasons.

Heureux le passant  
qui va toujours pensant  
tout passe ;  
rien n'est plus efficace  
pour supporter nos maux  
que ces simples mots :  
tout passe.

« Tout passe », Anonyme, c. XVIII<sup>e</sup> siècle,  
*Anthologie de la poésie acadienne*, p. 22.

Au moment de la Grande Migration transatlantique des années 1870 à 1914, les mouvements de population entre les aires de départ et celles d'arrivée sont bien documentées. C'est notamment le cas des aires industrielles de réception des migrants, aires plus centrales où le développement économique est soutenu, sinon en progression constante. Plus limitées et mal connues, les migrations vers des aires périphériques demandent néanmoins à faire l'objet d'études plus poussées, à l'exemple des aires côtières tirant leurs ressources de l'exploitation des richesses naturelles.

Il en va ainsi de l'Acadie des Maritimes et du Golfe du Saint-Laurent, où l'industrie de la pêche et du bois connaît des transformations

---

<sup>1</sup> L'auteur remercie Yves Frenette, Mario Mimeault, Laurent Richard, Étienne Rivard et Philippe Volpé pour leurs avis éclairés et leur précieuse aide à la réalisation de cette étude.

MARTIN PÂQUET

profondes avec son insertion dans l'économie de marché capitaliste.

Situés principalement dans la région de la *French Shore*, soit autour de la péninsule de Port-au-Port et dans des localités comme celles de la baie Saint-Georges, les établissements français de Terre-Neuve ne font pas partie de cette étude. Plusieurs raisons militent pour justifier cette exclusion. D'abord, Terre-Neuve est une colonie britannique jusqu'en 1949 et, à ce titre, n'est pas à l'époque une partie intégrante du Dominion du Canada. Ce faisant, la colonie possède sa propre administration et une régie interne nettement différentes des provinces canadiennes.

Les recensements terre-neuviens sont exemplaires à ce titre. Se déroulant respectivement en 1857, 1869, 1884, 1901, 1911, 1921, 1935 et 1945, leur fréquence ne concorde pas avec les rythmes décennaux de leurs équivalents canadiens. De plus, ils sont très souvent incomplets dans la saisie des données; les noms de famille font l'objet d'une traduction anglaise hasardeuse; les catégories comme l'origine ou le lieu de naissance ne sont ni précises, ni systématiques. Dès lors, il s'avère très difficile de cerner précisément la présence française par le biais des recensements, d'autant plus que les Basques parfois de nationalité espagnole sont confondus avec les Français (THOMAS 1999).

Un motif particulièrement important de l'exclusion de Terre-Neuve repose aussi sur le contentieux politique entre Londres et Paris au sujet des droits de pêche depuis le traité d'Utrecht en 1713, contentieux qui est réglé seulement en 1904. Au cours de cette période, bien que des Français – surtout des Bretons – s'établissent dans la région de la *French Shore* pour se livrer à la pêche du homard, leur présence est tolérée mais surement pas encouragée par les autorités coloniales d'autant plus que les incidents se multiplient jusqu'à l'orée du XX<sup>e</sup> siècle (BUTLER 1994, 200-202).

Enfin, contrairement à ceux des établissements voués à l'éducation qui s'implantent sur le continent, les religieux français à Terre-Neuve ont surtout une mission apostolique. Dès 1893 jusqu'en 1927, la Société des Œuvres de Mer, sous l'égide du père jésuite Eugène Grosjean, assiste les pêcheurs français des côtes de Terre-Neuve, de Saint-Pierre-et-Miquelon et d'Islande en leur fournissant une aide caritative et des services religieux. Ce faisant, leur magistère nécessite moins de personnel que les tâches éducatives : les membres de la Société ne sont guère nombreux tout au long de la période (MILLER 2005). L'émigration religieuse à Terre-Neuve n'obéit pas aux mêmes motifs politiques que celle en Acadie des Maritimes et dans le Golfe du Saint-Laurent.

## LES IMMIGRANTS FRANÇAIS EN ACADIE ET DANS LE GOLFE DU SAINT-LAURENT

Qui plus est, les caractéristiques culturelles des communautés acadiennes et canadiennes-françaises dans ces régions portent en elles certains éléments attractifs pour des groupes de migrants, à l'exemple de la migration provenant de France qui se dirige vers les Maritimes dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale. Cette étude veut examiner les principales caractéristiques du mouvement migratoire provenant de France vers l'Acadie et le Golfe du Saint-Laurent au moment de la Grande Migration transatlantique, en cherchant à cerner l'expérience migrante française dans l'est du Canada, une expérience qui comprend des éléments de similitude mais aussi de divergence avec les autres aires de migration au pays. Cette expérience migrante se fonde d'abord sur l'antériorité du mouvement migratoire qui débute avant la Grande Migration transatlantique, puis sur le petit nombre des contingents, enfin sur les temporalités de la migration vers l'Acadie et le Golfe du Saint-Laurent, des temporalités qui sont scandées par les transformations de la socio-économie régionale et par des épisodes isolés d'établissements.

Pour ce faire, l'enquête a constitué à retracer les cas de ces migrants français, d'abord en les identifiant dans les recensements canadiens de 1871 à 1911. Puis, le repérage s'est effectué dans les quelques documents tirés des fonds d'archives déposés au Centre Anselme-Chiasson d'études acadiennes de l'Université de Moncton – soit essentiellement des pièces de correspondance produite par des individus comme l'historien français François Edmé-Rameau de Saint-Père, l'auteur de *La France aux colonies*, et des membres des élites acadiennes francophiles comme le sénateur Pascal Poirier ou le fondateur du journal *L'Évangéline* Valentin Landry. Dans un troisième temps, nous avons consulté des documents administratifs tirés des quelques expériences de promotion de l'immigration française, comme les rapports et les documents publicitaires des agents d'immigration au Canada qui parlent parfois de l'Acadie des Maritimes. Enfin, l'histoire d'une famille immigrante par un de ses descendants – les Stehelin de la colonie de New France dans la région de la Baie-Sainte-Marie en Nouvelle-Écosse – a été l'objet d'une consultation : l'intérêt de ce document repose surtout sur l'usage de la correspondance familiale.

### **L'antériorité du mouvement migratoire**

L'expérience de la migration entre la France et les régions de l'Acadie des Maritimes – comprise ici par les implantations acadiennes dans les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard – et du Golfe du Saint-Laurent – soit essentiellement la Gaspésie, les Îles-de-la-Madeleine et la Côte-Nord québécoises – n'est pas un phénomène neuf au XIX<sup>e</sup> siècle. Bien au contraire, les régions maritimes de l'est du Canada

et leur potentiel sont fort connus en France et ce, dès le XV<sup>e</sup> siècle. Les connaissances des aires d'arrivée font partie du solage de l'expérience migratoire : tout migrant ne part pas à l'aventure sans un savoir préalable, savoir qui orientera sa trajectoire et déterminera éventuellement les conditions de son établissement. Ce solage de l'expérience migrante française en Acadie et dans la région du Golfe du Saint-Laurent se compose d'informations diverses, dont il est possible d'identifier les grandes lignes : cette région est une aire maritime de mission et de colonisation, ayant une certaine proximité avec Saint-Pierre et Miquelon. Ses attributs favorisant l'attraction constituent paradoxalement des faiblesses : l'œuvre missionnaire et l'entreprise coloniale exigent du temps, le développement du potentiel de ces aires est souvent entravé par les conditions socioéconomiques présentes – la dépendance à des ressources naturelles limitées – ce qui n'incite guère à l'établissement, le migrant poursuivant des objectifs de promotion économique sur le court et le moyen terme.

Aire de mission, d'abord. L'Acadie et le Golfe du Saint-Laurent possèdent des âmes, qu'il importe de desservir. Déjà, on peut noter la présence de prêtres français dès la Révolution française avec l'abbé Jean-Mandé Sigogne à la baie Sainte-Marie qui, de 1799 à 1844, contribue à la construction de neuf églises et de trois presbytères (LANDRY ET LANG 2001, 138-142). Au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ces migrations demeurent néanmoins individuelles. Ne s'inscrivant pas dans une planification d'ensemble de l'Église catholique, elles répondent à des besoins ponctuels fort limités.

Aire de colonisation, ensuite. Source de prestige et de richesse, l'entreprise coloniale française connaît un nouvel essor avec la Monarchie de Juillet, puis avec le Second Empire. Toutefois, dans le cas de l'Acadie des Maritimes et du Golfe du Saint-Laurent qui ont connu aux siècles précédents des essais de colonisation provenant de France, il n'est pas question d'une entreprise à grande échelle, les coûts d'une telle initiative d'envergure et le fait que ce soit des colonies britanniques jouant. Ce sont de petits gestes d'aide financière, gestes très ciblés qui contribuent au prestige et à la renommée de la France outre-frontières. Ainsi, l'empereur Napoléon III soutient financièrement des établissements de colonisation acadiens qui voient le jour à Saint-Alexis-de-Matapédia dès 1860 et à Saint-Paul-de-Kent à partir de 1863 (PICHETTE 1998, 77). Le mécénat étatique ayant ses limites – il est plus opportun pour le Second Empire et la Troisième République d'appuyer des initiatives dans les seules colonies françaises – le geste de l'empereur n'a guère de suites, sinon par les appuis ciblés d'institutions telles que l'Alliance française à partir de 1885.

Aire maritime de proximité, enfin. La proximité des territoires français de Saint-Pierre-et-Miquelon incite aussi à de petites migrations sur le plan

## LES IMMIGRANTS FRANÇAIS EN ACADIE ET DANS LE GOLFE DU SAINT-LAURENT

quantitatif – on pourrait plutôt dire ici, vu la similarité géographique, à des mouvements de mobilité restreints – fondées sur les échanges matrimoniaux et la recherche de main d'œuvre. Dans *La France aux colonies* paru en 1859, l'historien François-Edmé Rameau de Saint-Père relève la prégnance des réseaux migratoires entre les territoires français et les établissements de la région du Golfe du Saint-Laurent et des Maritimes. Bien qu'il traite surtout de la situation des ressortissants français de la *French Shore* de Terre-Neuve, une situation qui s'assimile à celle des autres pêcheurs établis ailleurs dans la région, il note que :

Tous ces habitants français ont bien plus de facilités que les Acadiens pour la conservation de leur langue et de leur nationalité : car l'arrivée périodique de nos nombreux bâtiments de pêche, dont les équipages séjournent au milieu d'eux pour la préparation de la morue, et le passage fréquent de quelques navires de guerre français, les maintiennent en relation avec la mère patrie [*sic*], et y entretiennent même constamment un certain courant d'immigrants. » (RAMEAU DE SAINT-PÈRE 1859, 89)

### L'ère de la Grande migration : la petitesse du nombre

Au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les mouvements migratoires entre la France, l'Acadie et la région du Golfe du Saint-Laurent prennent néanmoins une teneur spécifique. En effet, la Grande Migration transatlantique se déroule sous les pressions de la révolution industrielle, au cours de laquelle le rapport entre le sol et la population se déséquilibre, les avancées de l'industrialisation et l'intégration massive à l'économie de marché capitaliste incitant des millions d'individus à quitter les aires rurales pour les aires urbanisées (BODNAR 1985 ; COURVILLE 2002 ; HOERDER 2002 ; MANNING 2004 ; RAMIREZ 1991 ET 2003 ; WEAVER 2003).

N'étant en aucune manière isolées ni coupées du monde, les aires maritimes n'échappent pas à cette grande remue des peuples. Toutefois, le rapport entre le sol, la mer et la population se pose ici avec des contraintes particulières. Si l'Acadie des Maritimes et le Golfe du Saint-Laurent demeurent des zones d'exploitation des ressources naturelles, particulièrement halieutiques, la transformation y est de plus en plus présente, entre autres grâce au développement des technologies de transport, de pêche et de conservation. De plus, dès les années 1870, la domination commerciale des compagnies anglo-normandes de Jersey et de Guernesey connaît un lent déclin au profit des producteurs locaux (FRENETTE 1996, 12). Les Acadiens et les Gaspésiens passent ainsi peu à peu de simples fournisseurs de matière première à

MARTIN PÂQUET

exploitants. Enfin, dernier point qui n'est pas le moindre : l'Acadie des Maritimes et le Golfe du Saint-Laurent constituent des aires où les mouvements de population demeurent importants. En croissance constante entre 1871 et 1921 – passant de 87 000 personnes à plus de 187 000 – la population acadienne est passablement mobile. Le Nouveau-Brunswick regroupe désormais à la fin de cette période les deux-tiers de la population acadienne des Maritimes, entre autres avec le peuplement de l'arrière-pays et le développement des petites villes d'Edmundston, Bathurst et surtout Moncton. Qui plus est, l'émigration, notamment vers la Nouvelle-Angleterre, influe sur les effectifs, quoique l'estimation des départs soit difficile, faute de distinction entre anglophones et francophones (FRENETTE & PLOURDE 2012).

Quant à la Gaspésie, la population des comtés de Gaspé et de Bonaventure passe de 34 652 habitants en 1871 à 65 859 en 1911. La période voit aussi un mouvement de population de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine vers la Côte-Nord, notamment la Minganie, qui débute dès le déclin du commerce des fourrures et les transformations de la pêche au mitan du XIX<sup>e</sup> siècle (DEVOE 2009, 19-24). Ces mouvements s'accroissent par la suite au-delà du Golfe. Enfin, entre 1871 et 1937, près de 18 000 Gaspésiens quittent les villages de la côte pour la Nouvelle-Angleterre, la Côte-Nord, les villes du Québec ou l'Abitibi (MIMEAULT 2004, 127-129).

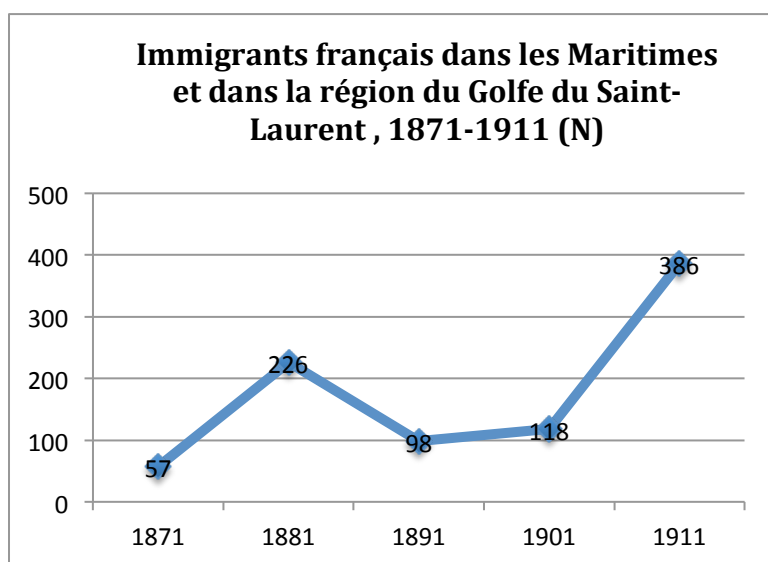
Dans ce contexte socioéconomique, qu'en est-il de la présence d'immigrants français dans les régions de l'Acadie des Maritimes et du Golfe du Saint-Laurent? Les recensements canadiens<sup>2</sup> nous donnent un aperçu des tendances majeures de ce mouvement de population, comme en témoigne le tableau 1. On le constatera à la lecture et à la comparaison : les fluctuations de la population migrante française de la région correspondent aux mêmes variations dans le Canada entier.

---

<sup>2</sup> Avant d'analyser les résultats préliminaires tirés des données agrégées, il importe de signaler les limites méthodologiques de ces recensements. Elles sont au nombre de quatre. D'abord, il y a la relative imprécision des catégories sociodémographiques, l'identification se fondant sur le croisement des individus selon leur nationalité, le lieu d'origine de leur naissance et leur origine ethnique. Puis, il en va de la nature même de la population étudiée, où les regroupements familiaux issus de mariages interethniques sont fréquents et où les individus faisant une migration permanente sont plus facilement repérables. Ensuite, la saisie temporelle de l'information est malaisée : le pas statistique est décennal, donc le portrait de cette population migrante demeure segmentaire en ne témoignant pas des variations temporelles intercensitaires. Enfin, mentionnons le caractère fragmentaire de la saisie des données : les migrants de passage sont difficilement identifiables.

## LES IMMIGRANTS FRANÇAIS EN ACADIE ET DANS LE GOLFE DU SAINT-LAURENT

**Tableau 1**



Sources : données agrégées tirées des recensements canadiens de 1871, 1881, 1891, 1901 et 1911, pour les circonscriptions électorales fédérales de Bonaventure et Gaspé (Québec), Restigouche, Kent, Gloucester, Northumberland, Westmorland et Victoria (Nouveau-Brunswick), Prince (Île-du-Prince-Édouard), Antigonish, Digby et Inverness (Nouvelle-Écosse).

De l'analyse tirée de ces données générales, le premier élément frappant est la petitesse des nombres. L'Acadie et la région du Golfe du Saint-Laurent ne constituent pas visiblement un pôle attractif très puissant. Dans ces régions en croissance démographique et en remue des populations, les Français ne composent qu'une frange très marginale de l'ensemble. Ensuite, le deuxième élément relève des variations de la population qui connaît un premier essor en 1881, une décrue par la suite, pour remonter brusquement à la fin de la période. Des déterminants provenant du milieu socioéconomique des aires de départ et d'accueil plutôt que des conditions individuelles peuvent jouer ici.

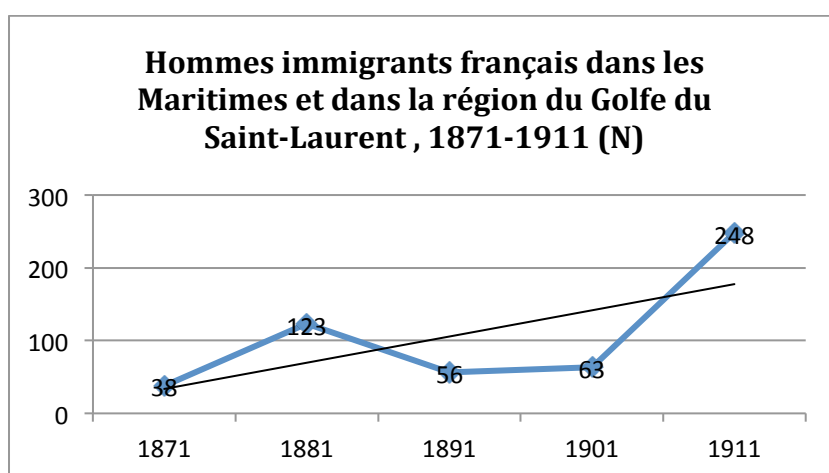
Une caractéristique des données statistiques militerait en faveur de cette dernière interprétation. En répartissant les données selon le sexe – hommes et femmes – les variations sociodémographiques possèdent des rythmes semblables bien que le nombre absolu diffère (voir tableaux 2 et 3). S'il y a plus d'hommes que de femmes venant s'établir dans ces régions, cette présence masculine plus nombreuse peut se justifier aussi par l'occupation des migrants,



MARTIN PÂQUET

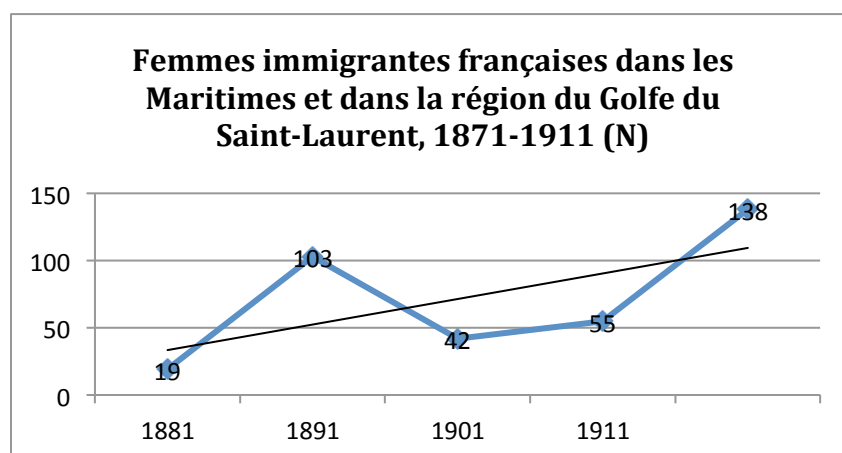
eu égard aux conditions du marché de l'emploi. Qui plus est, plusieurs migrants ne sont que de passage sur les côtes. Le fondateur Léon Turpenant vit à Moncton en 1881, mais n'apparaît plus sur les listes de recensement dix ans plus tard. Domiciliée à Chatham en 1901, la famille de Clément Boneaud, ouvrier au moulin à papier, a quitté les lieux en 1911.

**Tableau 2**



Sources : données agrégées tirées des recensements canadiens de 1871, 1881, 1891, 1901 et 1911, pour les circonscriptions électorales fédérales de Bonaventure et Gaspé (Québec), Restigouche, Kent, Gloucester, Northumberland, Westmorland et Victoria (Nouveau-Brunswick), Prince (Île-du-Prince-Édouard), Antigonish, Digby et Inverness (Nouvelle-Écosse).

**Tableau 3**



Sources : données agrégées tirées des recensements canadiens de 1871, 1881, 1891, 1901 et 1911, pour les circonscriptions électorales fédérales de Bonaventure et Gaspé (Québec), Restigouche, Kent, Gloucester, Northumberland, Westmorland et Victoria (Nouveau-Brunswick), Prince (Île-du-Prince-Édouard), Antigonish, Digby et Inverness (Nouvelle-Écosse).

### La migration française au rythme des temporalités

Quelles remarques pouvons-nous tirer de ces variations quantitatives ? Les mouvements migratoires provenant de France se modulent au rythme des temporalités ainsi que des contextes socioéconomiques et politiques. Trois périodes se dégagent ici : celle d'un peuplement dans les fronts pionniers et dans les villes de 1871 à 1891; celle des écueils de l'implantation et des projets particuliers au moment de la crise économique de la décennie 1890; celle caractérisée par la migration politique des premières années du XX<sup>e</sup> siècle.

Débutant avec la Grande Migration transatlantique, une première période voit la progression de l'immigration française entre 1881 et 1891, tendance régionale qui correspond aussi à une augmentation de l'immigration française au Canada. Le contexte socioéconomique se prête volontiers à ce mouvement de population. Se relevant péniblement de la dépression des années 1873 à 1878, l'Acadie des Maritimes et la région du Golfe du Saint-Laurent connaissent une période de transformations socioéconomiques importantes en ce qui concerne les ressources naturelles. L'industrie de la pêche connaît de nouveaux débouchés, notamment avec l'interpénétration plus grande avec les

marchés de la Nouvelle-Angleterre pour la morue et le développement de la pêche au homard. L'agriculture s'inscrit dans le développement des fronts pionniers – la colonisation des terres – et se fonde sur la production de la pomme de terre dans les comtés de Restigouche, Kent, de Gloucester, de Prince à l'Île-du-Prince-Édouard et de Victoria au Madawaska. Le secteur minier, celui des charbonnages, est en expansion sur l'île du Cap Breton. Enfin, grâce à la construction du chemin de fer, on assiste à une certaine urbanisation dans les comtés de Northumberland et de Westmorland, notamment au développement des villes commerçantes de Moncton et de Shédiac. Les brochures destinées aux colons français optant pour le Canada, telle que celles de l'abbé Jean-Baptiste Proulx (1885, 45-46), de Stanislas Drapeau (1887, 31-44) et de Louis Passy (1887, 5 et suivantes), soulignent à grands traits aux candidats à l'émigration le potentiel économique des Maritimes (voir aussi COURVILLE 2002, 439-446). L. Passy (1887, 5), d'ailleurs, note en 1887 l'établissement prochain d'une ligne maritime entre Le Havre et Halifax.

Sans surprise, les immigrants français de cette période sont généralement des cultivateurs en regroupements familiaux, surtout dans les fronts pionniers et dans les comtés de la Péninsule acadienne, à l'instar de la famille du parisien Albert Lods à Grand-Sault, de celle d'Auguste Lemye à Saint-Francis et de celle d'Henri Dufour à Caraquet. Ils se livrent parfois aux activités de la pêche en Gaspésie ou à Shippagan comme les deux frères Lange et Peter Doucette de Saint-Pierre. Ils œuvrent parfois aussi dans les scieries dans le comté de Kent, à l'instar du marchand de bois Auguste Renaud. Enfin, dans les secteurs plus urbanisés, ce sont de petits commerçants, des travailleurs qualifiés ou des professionnels dans les domaines des services. Que l'on pense ici à Frank Rossin et Firmin Joudion qui sont médecins sur l'Île-du-Prince-Édouard, au meunier François Ledre à Shédiac ou au colporteur d'images Alphonse-Marie Erouset du comté de Kent. On y retrouve surtout des enseignants, clercs et laïcs, dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire, à l'exemple de l'instituteur Frédéric Bordonave et de son épouse Judith à New Bandon dans le comté de Gloucester en 1881.

À l'époque, l'importance des activités économiques découlant du développement des fronts pionniers est corroborée dans l'étude de la correspondance qui reprend les faits et gestes des sociétés de colonisation. Ces sociétés de colonisation sont animées par des promoteurs se démenant au profit de leur cause. Ils sont embauchés par le Dominion du Canada ou par la Province de Québec, ils appartiennent aussi au clergé catholique ou aux membres des élites. Ils ne se limitent pas à la promotion des terres des Maritimes, ni à l'attraction des seuls Français : leur domaine s'étend au Canada en entier, et ils

incitent également les Belges à l'établissement dans les différentes aires de colonisation<sup>3</sup>.

Un individu se détache du lot par l'étendue de ses réseaux de solidarité. Auteur de deux sommes sur l'histoire de la présence française en Amérique, l'historien français François-Edmé Rameau de Saint-Père se retrouve ainsi au cœur d'un vaste réseau épistolaire de promoteurs de la colonisation agricole en Acadie et en Gaspésie, qui n'hésitent jamais à se référer à ses bons services. Ainsi l'abbé Marcel-François Richard, curé de la paroisse de Saint-Louis-de-Kent au Nouveau-Brunswick et leader acadien, lui adresse une lettre datée du 26 mars 1881, pour établir sur la rivière Aldouane un moulin à grain, à laine et à scie, avec des meules provenant de France<sup>4</sup>. L'historien échange aussi avec l'agent d'immigration Auguste Bodard, qui fait la promotion en France des terres arables canadiennes. Le même Bodard indique dans sa brochure *En route pour le Canada* que le Dominion offre 3 500 francs pour l'établissement de toute famille française en ces contrées, précisant que ces dernières ont intérêt à s'établir là on parle le français. De plus, il ajoute que pour ceux qui désirent s'adonner aux activités de la pêche, le Nouveau-Brunswick et la Gaspésie sont des lieux privilégiés (BODARD 1892, 26).

La deuxième période observée dans les tendances statistiques de la population migrante, celle du tournant du XX<sup>e</sup> siècle, voit les limites du développement des fronts pionniers en Acadie des Maritimes et dans le Golfe du Saint-Laurent. La dépression des années 1893 à 1897 frappe durement des établissements déjà précaires. Plusieurs immigrants français quittent alors pour d'autres destinations en Amérique du Nord ou pour retourner en France : on perd leur trace dans les recensements nominatifs.

Plusieurs expériences de colonisation au Nouveau-Brunswick et en Gaspésie connaissent des avanies certaines, puisque l'acquisition des semences et de l'équipement ainsi que l'établissement d'infrastructures sont particulièrement onéreuses. Ainsi, le 2 juillet 1885, l'abbé Émile Biron se plaint amèrement à Rameau de Saint-Père de la crise financière des colonies de Rogersville et Acadieville. Selon ses dires, l'abbé Marcel-François Richard a dû emprunter 10 000 francs et ne peut les rembourser, d'autant plus que les

---

<sup>3</sup> Pour la région du Golfe du Saint-Laurent, c'est le cas de la colonie belge de Musselyville dans le comté de Bonaventure, fondée en 1891. Voir Pâquet, 1999, 117; Mimeault, 2004, 124.

<sup>4</sup> Archives du Centre d'études acadiennes-Anselme-Chiasson [CEA-AC], *fonds François-Edmé-Rameau de Saint-Père*, 2.1.20, l'abbé M.-Frs Richard à François-Edmé-Rameau de Saint-Père, Saint-Louis, 26 mars 1881, 4 p.

marchands anglais ont ruiné les colons de ces établissements<sup>5</sup>. L'année suivante, le même abbé Richard demande à l'abbé Biron et « aux amis de la mère patrie » de « tendre une main secourable » aux colons acadiens et français, puisqu'il a dû emprunter 3 000.00 \$ à un taux d'intérêt usuraire de 8%<sup>6</sup>. Dès 1890 dans sa correspondance avec Rameau, les activités promotionnelles d'Auguste Bodard trahissent son désintérêt envers l'Acadie des Maritimes, préférant vanter les initiatives au Témiscamingue, en Ontario et au Manitoba<sup>7</sup>.

La crise de 1893 ainsi qu'un certain découragement frappent les projets de migration et les entreprises de colonisation, les affaiblissant d'autant. Auguste Bodard ne cache plus en 1893 son agacement envers les demandes des migrants français qui « n'ont pas le sou et qui demande qu'on leur paye le passage<sup>8</sup> ». À l'été 1895, l'abbé Émile Biron s'en ouvre à Valentin Landry, qui lui avait soumis une demande d'aide financière quelques mois plus tôt : « La France d'aujourd'hui est dans un tel état au point de vue financier, politique, social et religieux que l'attention et l'intérêt se détournent forcément et bien malheureusement des sujets qui me sont les plus chers, c'est-à-dire de l'avenir de mes chers amis et compatriotes d'au-delà de l'Atlantique<sup>9</sup> ». Bref, n'y comptez plus : si les émigrants espéraient dorénavant une aide financière, cette dernière ne peut plus être assurée maintenant.

Devant les écueils financiers de la colonisation, la présence française change d'orientation et de stratégie. À défaut d'âmes, la France envoie son âme à l'étranger, grâce au concours d'un réseau transitant par les élites acadiennes. Créée à Paris en juillet 1883, encouragée par l'important cardinal Charles Lavigerie et Ferdinand de Lesseps, l'Alliance française veut « travailler utilement au maintien et à l'extension de l'influence de la France par la propagation de sa langue », notamment « dans les contrées encore barbares ». Fidèle à l'esprit colonialiste de l'époque, l'organisme veut aussi seconder « les missionnaires français des divers cultes, ou les maîtres laïques français, pour la fondation et l'entretien d'écoles enseignant la langue française » ([s.a.], 1884, 120). Très rapidement, les membres des élites acadiennes considèrent, selon les

<sup>5</sup> Archives du CEA-AC, *fonds François-Edme-Rameau de Saint-Père*, 2.1.24, l'abbé Émile Biron à François-Edme-Rameau de Saint-Père, [Paris], 2 juillet 1885, 3 p.

<sup>6</sup> Archives du CEA-AC, *fonds François-Edme-Rameau de Saint-Père*, 2.1.25, l'abbé Marcel-François Richard à l'abbé Émile Biron, Rogersville, 18 mai 1886, p. 2-3.

<sup>7</sup> Archives du CEA-AC, *fonds François-Edme-Rameau de Saint-Père*, 2.1.29, Auguste Bodard à François-Edme-Rameau de Saint-Père, Montréal, 25 octobre 1890 et 30 décembre 1890 ; 2.1.32, 2 septembre 1893.

<sup>8</sup> Archives du CEA-AC, *fonds François-Edme-Rameau de Saint-Père*, Auguste Bodard à François-Edme-Rameau de Saint-Père, Montréal, 2 septembre 1893, p. 8.

<sup>9</sup> Archives du CEA-AC, *fonds Valentin-Landry*, 7.1.7, l'abbé Émile Biron à Valentin Landry, Versailles, 25 juillet 1895, p. 1.

termes de l'abbé Émile Biron, qu'ils peuvent y « recommander les intérêts des Acadiens » d'autant plus que « votre [l'Alliance française] appui comme société ne nous [les Acadiens] nuirait pas<sup>10</sup> ».

Dès 1885, l'Alliance se dote d'un réseau de correspondants acadiens dont le sénateur Pascal Poirier et le directeur du journal *L'Évangéline* Valentin Landry, contribuant ainsi à une meilleure connaissance de l'Acadie outre-Atlantique. À l'origine, l'organisme transite par le biais des services consulaires français. Ainsi, le 4 février 1899, le consul général de France à Montréal, Alfred-Vincelass Kleczkowski, transmet une traite de mille francs de l'Alliance française au sénateur Pascal Poirier, traite au bénéfice des écoles françaises du Nouveau-Brunswick. Par la suite, les échanges se font directement entre les individus : l'une des antennes de l'Alliance, le professeur Gustave Allais de l'université de Rennes, prenant le relais. Ce dernier correspond fréquemment avec le sénateur Pascal Poirier dans les années 1900 à 1905, échangeant livres et informations tout en lui assurant du versement de 300 francs aux écoles françaises en Acadie, aide qui est réitérée à trois reprises entre 1900 et 1905<sup>11</sup>. Au-delà de la décrue du nombre de migrants français, cela ne signifie pas pour autant que l'Acadie et le Golfe du Saint-Laurent soient dépourvus de potentiel attractif au cours de ces années difficiles. Le Nouveau Monde nourrit les rêves de ceux et celles souhaitant une refondation sur des assises renouvelées. Dans le passé, on l'a vu, l'Acadie des Maritimes et la région du Golfe du Saint-Laurent ont connu quelques projets de colonisation française. Cependant, deux entreprises d'établissement se distinguent, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, par les ambitions initiales de leurs projets.

Le premier projet est celui de l'entreprise de la Nouvelle-France, promue par la famille Stehelin, projet qui traduit la volonté d'un groupe social en déclin en France de reproduire leur mode de vie au Nouveau Monde. Jean-Jacques Stehelin, cadet de la famille, débarque en 1892 à Yarmouth en Nouvelle-Écosse pour identifier un lieu propice pour leur projet d'établissement. Ayant transité auparavant par Gisors, les membres de cette famille d'origine alsacienne viennent ensuite le rejoindre pour y trouver un havre de paix. Dès lors, le père Charles-Adolphe, de Bistchweiller, la mère Marie-Thérèse, de Marseille, et les onze autres enfants établissent une petite colonie près de la baie-Sainte-Marie, qu'ils nomment « New France ». L'entreprise est prospère à l'origine. La famille établit une scierie et une échoppe de forge. Les Stehelin construisent aussi un chemin de fer qui rejoint Weymouth sur la côte de la baie de Fundy. Plus encore, ils font de New France la première agglomération

---

<sup>10</sup> Ibid.

électrifiée du sud de la Nouvelle-Écosse. La prospérité n'a qu'un temps, néanmoins. Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, les fils s'enrôlent dans l'armée canadienne car ils sont naturalisés et, après la démobilisation, la colonie périclité pour être abandonnée au cours des années 1920 (STEHÉLIN 1983).

Le second projet apparaît plus comme un caprice individuel d'un membre fortuné de la grande bourgeoisie, plutôt qu'un idéal communautaire. Henri Menier, industriel à la tête de l'entreprise familiale des Chocolateries Menier, se porte acquéreur de l'île d'Anticosti en 1895. Il fait de cette île désolée au cœur du Golfe du Saint-Laurent un domaine privé avec château, port, aire de chasse où on importe des cerfs de Virginie. Henri Menier, puis son frère Gaston, y passent leurs vacances, invitant des personnalités de prestige tel que le gouverneur général du Canada, lord Albert Henry Grey (LEJEUNE 1987; CÔTÉ 2009, 24-28). L'entretien d'un tel domaine nécessite du personnel. Si les pionniers d'Anticosti François Guitony, de Dinan, et André James, de Miquelon, étaient naguère fort seuls dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, d'autres viennent les rejoindre : la population de l'île passant de 253 en 1891 à 442 en 1901, puis à 461 en 1911. Toutefois, cette population est massivement acadienne et canadienne-française : 431 résidents de l'île partagent ces origines ethniques en 1901 (Bureau fédéral de la statistique, 1941, 15 et 89). Les Français de passage à l'île d'Anticosti sont surtout des touristes de luxe jusqu'en 1926, date à laquelle la famille Menier vend sa propriété.

Le dernier moment correspond aux sommets de 1911 observés dans les relevés statistiques. Le mouvement migratoire comprend alors peu de candidats à la colonisation : les fronts pionniers en Acadie des Maritimes ne suscitent pas vraiment d'intérêt de la part des immigrants français. Toutefois, les motifs de départ de France divergent désormais des périodes précédentes puisque, si les motivations des émigrants des premières décennies étaient déterminées par l'amélioration de leurs conditions économiques, elles sont désormais d'ordre idéologique et politique. Au moment des querelles anticléricales du tournant du XX<sup>e</sup> siècle en France, querelles trouvant leur aboutissement avec la loi Combes en 1905, nombre de religieux et de religieuses français quittent la République laïque pour l'Acadie catholique. Ainsi, sous l'autorité du père Antoine Piana, six membres de l'Ordre des Cisterciens de l'église abbatiale de Notre-Dame de Bonnetcombe dans l'Aveyron ouvrent en octobre 1902 l'abbaye cistercienne Notre-Dame du Calvaire, à Rogersville près de Moncton (Pichette, 2002). Au recensement de 1911, la communauté contemplative a fortement augmenté en nombre et s'est adjointe une abbaye féminine : 32 trappistes et 43 trappistines, la vaste majorité provenant de France, s'y recueillent « dans le désert » néo-brunswickois. D'autres ordres agissent dans le monde, contribuant notamment au réseau institutionnel et éducationnel, à l'instar des communautés

d'enseignants. Les eudistes, entre autres, trouvent une terre d'élection en Acadie (THÉRIAULT 1993; LALIBERTÉ 2009). Fondé à Pointe-de-l'Église en Nouvelle-Écosse en 1891 sous la direction du père Gustave Blanche autrefois du collège Saint-Jean à Versailles, le collège Sainte-Anne accueille entre 1900 et 1907 pas moins de seize prêtres de France, selon les données du recensement de 1911. Établi en 1899 sous la direction du père Prosper Lebastard anciennement du petit séminaire de Valognes, le collège du Sacré-Cœur de Caraquet, qui déménage à Bathurst en 1916, comprend treize prêtres et quatre religieuses de France, venus entre 1896 et 1908. L'apport des religieux français ne se limite pas à la seule Acadie. Ainsi, la *St. Francis-Xavier University* d'Antigonish en Nouvelle-Écosse accueille de 1903 à 1908 vingt-six pères jésuites français. intéressant Quant à la Gaspésie, cinq Filles de Jésus, les sœurs Marie Théodoie, Marie Cornélie, Marie-Louise Desange, Marie-Thérèse et Maria De St-Yves, viennent enseigner à Cap-Chat à partir de 1903 (LAPERRIÈRE 1999, p. 425).

Peut-on dégager un modèle de ces expériences de migrants? Certes, à l'image de ce poète acadien anonyme du XVIII<sup>e</sup> siècle, peut-on dire que « *tout passe* », les migrants comme le reste. Toutefois, deux aspects peuvent être relevés. D'une part, fondée sur l'exploitation des ressources naturelles, la socio-économie de l'Acadie des Maritimes et du Golfe du Saint-Laurent est celle d'un monde plein qui n'exige pas d'apport renouvelé et croissant de main-d'œuvre. Le cas du relatif échec du mouvement de colonisation et du peu d'implantation française dans le domaine des pêches, malgré les transformations de l'industrie, en témoigne. D'autre part, les membres des élites des régions périphériques telles que l'Acadie des Maritimes et du Golfe du Saint-Laurent perçoivent progressivement l'économie du savoir, et au premier chef les institutions d'enseignement, comme des instruments collectifs d'auto-reproduction sociale et de promotion socioéconomique. Ils créent et développent alors ces institutions en bénéficiant d'un contexte favorable issu de la conjoncture politique et en usant des réseaux de communication – tel que ceux de l'Alliance française et de l'Église catholique – pour acquérir une main-d'œuvre qualifiée provenant de France, main d'œuvre laïque mais surtout religieuse. L'étude du rôle des institutions d'enseignement, particulièrement des réseaux communicationnels et épistolaires ainsi que des activités de promotion, offrira des pistes intéressantes à la compréhension de l'expérience migrante française en Acadie, une expérience certes minime en nombre, mais fort révélatrice des stratégies au cœur de la migration.



MARTIN PÂQUET

### Sources imprimées

[s.a.], « L'Alliance française », *Journal des économistes: revue mensuelle de la science économique et de la statistique*, 25, janvier-mars 1884, 119-123.

Archives du Centre d'études acadiennes-Anselme-Chiasson [CEA-AC], *fonds François-Edme-Rameau de Saint-Père*, 2 ; *fonds Pascal-Poirier*, 6; *fonds Valentin-Landry*, 7.

BODARD, Auguste. 1892. *En route pour le Canada*. Description du pays, ses avantages, la terre promise du cultivateur: 2,000,000 [sic] de Français, Belges et Suisses: guide pratique du colon et du voyageur, [Montréal], [Société d'immigration française].

Bureau de la statistique du Canada, Recensements canadiens de 1871, 1881, 1891, 1901 et 1911, pour les comtés de Bonaventure et Gaspé (Québec), Restigouche, Kent, Gloucester, Northumberland, Westmorland et Victoria (Nouveau-Brunswick), Prince (Île-du-Prince-Édouard), Antigonish, Digby et Inverness (Nouvelle-Écosse).

Bureau fédéral de la statistique, *Huitième recensement du Canada - 1941*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1942, 2, 15 et 89.

DRAPEAU, Stanislas. 1887. Le guide du colon français, belge, suisse, etc. avec illustrations, Ottawa, ministère de l'Agriculture.

PASSY, Louis. 1887. Étude sur la colonisation et l'agriculture au Canada. Paris : Georges Chamerot.

PROULX, Jean-Baptiste (abbé). 1885. *Le guide du colon français au Canada*, Ottawa, Département de l'agriculture.

RAMEAU DE SAINT-PÈRE, François-Edme. 1859. La France aux colonies. Études sur le développement de la race française hors de l'Europe. Les Français en Amérique, Acadiens et Canadiens, Paris, A. Jouby libraire-éditeur.

### Bibliographie

BODNAR, John. 1985. *The Transplanted. A History of Immigrants in Urban America*. Bloomington : Indiana University Press.

LES IMMIGRANTS FRANÇAIS EN ACADIE ET DANS LE GOLFE DU SAINT-LAURENT

CÔTÉ, Guy. 2009. « Anticosti, une île et son "château" » *Histoire Québec*, 15-1. p. 24-28.

COURVILLE, Serge. 2002. Immigration, colonisation et propagande. Du rêve américain au rêve colonial. Sainte-Foy : Multimondes.

DESJARDINS, Marc, Yves Frenette, Jules Bélanger et Bernard Hétu dir. 1992. *Histoire de la Gaspésie*. Québec : PUL/IQRC (2<sup>e</sup> éd.).

DEVOE, Émilie. 2009. « Regard sur l'immigration gaspésienne en Minganie (1850-1875) », *Histoire Québec*, 15-2. p. 19-24.

FORTIN, Jean-Charles et Paul Larocque. 2003. *Histoire des Îles-de-la-Madeleine*. Québec : PUL/IQRC.

FRENETTE, Yves et Stéphane Plourde. 2012. « Essor démographique et migrations dans l'Acadie des Maritimes, 1871-1921 ». Dans Yves Frenette, Marc St-Hilaire et Étienne Rivard, dir. *La francophonie nord-américaine*, Québec : PUL.

FRENETTE, Yves. 1996. *Les Anglo-Normands dans l'est du Canada*. Ottawa : Société historique du Canada.

HOERDER, Dirk. 2002. *Cultures in Contact. Migrations in the Second Millenium*. Durham, NC : Duke University Press.

INNIS, Harold. 1940. *The Cod Fisheries: The History of an International Economy*. New Haven, Conn : Yale University Press.

LALIBERTÉ, Micheline. 2008-2009. « Relations et perceptions entre un peuple et son clergé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle » *Port Acadie*, 13-15. p. 249-264.

LANDRY, Nicolas. 2005. Éléments d'histoire des pêches : la péninsule acadienne du Nouveau-Brunswick, 1890-1950. Québec : Septentrion.

LANDRY, Nicolas. 1994. *Les pêches dans la péninsule acadienne, 1850-1900*. Moncton : Éditions d'Acadie.

LANDRY, Nicolas et Nicole Lang. 2001. *Histoire de l'Acadie*. Québec : Septentrion.

MARTIN PÂQUET

LAPERRIÈRE, Guy. 1999. Les congrégations religieuses : de la France au Québec, 1880-1914, t. 2, Au plus fort de la tourmente, 1901-1904. Québec : PUL.

LEJEUNE, Lionel. 1987. *L'époque des Menier à Anticosti, 1895-1926*. Saint-Hyacinthe : éditions JML.

MANNING, Patrick. 2004. *Migration in World History*. Londres et New York : Routledge.

MIMEAULT, Mario. 2004. *La Gaspésie*. Québec : IQRC.

MILLER, R.W.H. 2005. « The Société Oeuvres de Mer: Welfare Work among French Fishermen off Newfoundland and Iceland », *Newfoundland and Labrador Studies*, 20-2. p. 265-280.

PÂQUET, Martin. 1999. « Variations sur un même thème. Représentations de l'immigrant belge chez les responsables provinciaux du Canada-Est et du Québec, 1853-1968 ». Dans Serge Jaumain, dir., *Les immigrants préférés. Les Belges*. Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa. p. 101-136.

PICHETTE, Robert. 2002. « *Il est heureux que nous soyons ici* ». Dans *Les Cisterciens en Acadie, 1902-2002*. Québec : Publications MNH, en collaboration avec les éditions Franciscaines, France.

PICHETTE, Robert. 1998. *Napoléon III, l'Acadie et le Canada français*. Moncton : Éditions d'Acadie, 1998.

RAMIREZ, Bruno, avec la coll. d'Yves Otis. 2003. *La ruée vers le sud. Migrations du Canada vers les États-Unis, 1840-1930*. Montréal : Boréal.

RAMIREZ, Bruno. 1991. *Par monts et par vaux. Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique, 1860-1914*. Montréal : Boréal.

SAMSON, Roch. 1984. *Pêcheurs et marchands de la baie de Gaspé au XIX<sup>e</sup> siècle*. Ottawa : Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, Parcs Canada.

STEHELIN, Paul H. 1983. *The Electric City. The Stehelin of New France*. Hantsport (NS) : Lancelot Press.

LES IMMIGRANTS FRANÇAIS EN ACADIE ET DANS LE GOLFE DU SAINT-LAURENT

THÉRIAULT, Léon. 1993. « L'Acadie de 1763 à 1990, synthèse historique ». Dans Jean Daigle, dir. *L'Acadie des Maritimes*. Moncton : Centre d'études acadiennes. p. 45-91.

THOMAS, Gerald. 1999. *French Family Names of Newfoundland and Labrador*. St. John's : Harry Cuff Publications.

WEAVER, John C. 2003. *The Great Land Rush and the Making of the Modern World, 1650-1900*. Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press.